

Annexe I à la loi du ... établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique		
Annexe I – Secteurs hautement critiques		
Secteur	Sous-secteur	Type d'entité
1. Énergie	a) Électricité	- Entreprises d'électricité au sens de l'article 2, point 57), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE, qui remplissent la fonction de «fourniture» au sens de l'article 2, point 12), de ladite directive
		- Gestionnaires de réseau de distribution au sens de l'article 2, point 29), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE
		- Gestionnaires de réseau de transport au sens de l'article 2, point 35), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE
		- Producteurs au sens de l'article 2, point 38), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE
		- Opérateurs désignés du marché de l'électricité au sens de l'article 2, point 8), du règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité
		- Acteurs du marché au sens de l'article 2, point 25), du règlement (UE) 2019/943 fournissant des services d'agrégation, de participation active de la demande ou de stockage d'énergie au sens de l'article 2, points 18), 20) et 59), de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE
		- Exploitants d'un point de recharge qui sont responsables de la gestion et de l'exploitation d'un point de recharge, lequel fournit un service de recharge aux utilisateurs finals, y compris au nom et pour le compte d'un prestataire de services de mobilité

	b) Réseau de chaleur et de froid	- Opérateurs de réseaux de chaleur ou de réseaux de froid au sens de l'article 2, point 19), de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
	c) Pétrole	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants d'oléoducs - Exploitants d'installations de production, de raffinage, de traitement, de stockage et de transport de pétrole - Entités centrales de stockage au sens de l'article 2, point f), de la directive 2009/119/CE du Conseil du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers
	d) Gaz	<ul style="list-style-type: none"> - Entreprises de fourniture au sens de l'article 2, point 8, de la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE - Gestionnaires de réseau de distribution au sens de l'article 2, point 6, de la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE - Gestionnaires de réseau de transport au sens de l'article 2, point 4, de la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE - Gestionnaires d'installation de stockage au sens de l'article 2, point 10, de la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE - Gestionnaires d'installation de GNL au sens de l'article 2, point 12, de la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE - Entreprises de gaz naturel au sens de l'article 2, point 1, de la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE

		- Exploitants d'installations de raffinage et de traitement de gaz naturel
	e) Hydrogène	- Exploitants de systèmes de production, de stockage et de transport d'hydrogène
2. Transports	a) Transports aériens	- Transporteurs aériens au sens de l'article 3, point 4), du règlement (CE) no 300/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et abrogeant le règlement (CE) n° 2320/2002, utilisés à des fins commerciales
		- Entités gestionnaires d'aéroports au sens de l'article 2, point 2), de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires, aéroports au sens de l'article 2, point 1), de ladite directive, y compris les aéroports du réseau central énumérés à l'annexe II, section 2, du règlement (UE) n° 1315/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 sur les orientations de l'Union pour le développement du réseau transeuropéen de transport et abrogeant la décision n° 661/2010/UE, et entités exploitant les installations annexes se trouvant dans les aéroports
		- Services du contrôle de la circulation aérienne au sens de l'article 2, point 1), du règlement (CE) n° 549/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 fixant le cadre pour la réalisation du ciel unique européen
	b) Transports ferroviaires	- Gestionnaires de l'infrastructure au sens de l'article 3, point 2), de la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen
		- Entreprises ferroviaires au sens de l'article 3, point 1), de la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, y compris les exploitants d'installation de service au sens de l'article 3, point 12), de ladite directive
c) Transports par eau	- Sociétés de transport par voie d'eau intérieure, maritime et côtier de passagers et de fret, telles qu'elles sont définies pour le domaine du transport maritime à l'annexe I du règlement (CE) n° 725/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires, à l'exclusion des navires exploités à titre individuel par ces sociétés	

		<p>- Entités gestionnaires des ports au sens de l'article 3, point 1), de la directive 2005/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à l'amélioration de la sûreté des ports, y compris les installations portuaires au sens de l'article 2, point 11), du règlement (CE) n° 725/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif à l'amélioration de la sûreté des navires et des installations portuaires, ainsi que les entités exploitant des infrastructures et des équipements à l'intérieur des ports</p> <p>- Exploitants de services de trafic maritime (STM) au sens de l'article 3, point o), de la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la directive 93/75/CEE du Conseil</p>
	d) Transports routiers	<p>- Autorités routières au sens de l'article 2, point 12), du règlement délégué (UE) 2015/962 de la Commission du 18 décembre 2014 complétant la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'informations en temps réel sur la circulation, chargées du contrôle de la gestion de la circulation, à l'exclusion des entités publiques pour lesquelles la gestion de la circulation ou l'exploitation de systèmes de transport intelligents constituent une partie non essentielle de leur activité générale</p> <p>- Exploitants de systèmes de transport intelligents au sens de l'article 4, point 1), de la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport</p>
3. Secteur bancaire		<p>- Établissements de crédit au sens de l'article 4, point 1), du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012</p>
4. Infrastructures des marchés financiers		<p>- Exploitants de plates-formes de négociation au sens de l'article 4, point 24), de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés</p>

		<p>d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE</p> <p>- Contreparties centrales au sens de l'article 2, point 1), du règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux</p>
5. Santé		<p>- Prestataires de soins de santé au sens de l'article 3, point g), de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers</p> <p>- Laboratoires de référence de l'Union européenne visés à l'article 15 du règlement (UE) 2022/2371 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 concernant les menaces transfrontières graves pour la santé et abrogeant la décision n° 1082/2013/UE</p> <p>- Entités exerçant des activités de recherche et de développement dans le domaine des médicaments au sens de l'article 1^{er}, point 2, de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain</p> <p>- Entités fabriquant des produits pharmaceutiques de base et des préparations pharmaceutiques au sens de l'annexe I, section C, division 21 du Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques</p> <p>- Entités fabriquant des dispositifs médicaux considérés comme critiques en cas d'urgence de santé publique (liste des dispositifs médicaux critiques en cas d'urgence de santé publique) au sens de l'article 22 du règlement (UE) 2022/123 du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 2022 relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux</p>
6. Eau potable		<p>- Fournisseurs et distributeurs d'eaux destinées à la consommation humaine au sens de l'article 2, point 1) a), de la directive (UE) 2020/2184 du</p>

		Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des distributeurs pour lesquels la distribution d'eaux destinées à la consommation humaine constitue une partie non essentielle de leur activité générale de distribution d'autres produits et biens
7. Eaux usées		- Entreprises collectant, évacuant ou traitant les eaux urbaines résiduaires, les eaux ménagères usées ou les eaux industrielles usées au sens de l'article 2, points 1), 2) et 3), de la directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, à l'exclusion des entreprises pour lesquelles la collecte, l'évacuation ou le traitement des eaux urbaines résiduaires, des eaux ménagères usées ou des eaux industrielles usées constituent une partie non essentielle de leur activité générale
8. Infrastructure numérique		- Fournisseurs de points d'échange internet - Fournisseurs de services DNS, à l'exclusion des opérateurs de serveurs racines de noms de domaine - Registres de noms de domaine de premier niveau - Fournisseurs de services d'informatique en nuage - Fournisseurs de services de centres de données - Fournisseurs de réseaux de diffusion de contenu - Prestataires de services de confiance - Fournisseurs de réseaux de communications électroniques publics - Fournisseurs de services de communications électroniques accessibles au public
9. Gestion des services TIC (interentreprises)		- Fournisseurs de services gérés - Fournisseurs de services de sécurité gérés
10. Administration publique		- Entités de l'administration publique qui dépendent de l'État fédéral - Entités de l'administration publique qui dépendent des entités fédérées, identifiés conformément à l'article 11, § 2, de la loi - Les zones de secours au sens de l'article 14 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ou le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale créé par l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

11. Espace		- Exploitants d'infrastructures terrestres, détenues, gérées et exploitées par des États membres ou par des parties privées, qui soutiennent la fourniture de services spatiaux, à l'exclusion des fournisseurs de réseaux de communications électroniques publics
------------	--	--

Annexe II à la loi du ... établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique		
Annexe II - Autres secteurs critiques		
Secteur	Sous-secteur	Type d'entité
1. Services postaux et d'expédition		- Prestataires de services postaux au sens de l'article 2, point 1 bis), de la directive 97/67/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service, y compris les prestataires de services d'expédition
2. Gestion des déchets		- Entreprises exécutant des opérations de gestion des déchets au sens de l'article 3, point 9), de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, à l'exclusion des entreprises pour lesquelles la gestion des déchets n'est pas la principale activité économique
3. Fabrication, production et distribution de produits chimiques		- Entreprises procédant à la fabrication de substances et à la distribution de substances ou de mélanges au sens de l'article 3, points 9 et 14, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission et entreprises procédant à la production d'articles au sens de l'article 3, point 3), dudit règlement, à partir de substances ou de mélanges
4. Production, transformation et distribution des denrées alimentaires		- Entreprises du secteur alimentaire au sens de l'article 3, point 2), du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires qui exercent des activités de distribution en gros ainsi

		que de production et de transformation industrielles
5. Fabrication	a) Fabrication de dispositifs médicaux et de dispositifs médicaux de diagnostic in vitro	- Entités fabriquant des dispositifs médicaux au sens de l'article 2, point 1), du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux, modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) n° 178/2002 et le règlement (CE) n° 1223/2009 et abrogeant les directives du Conseil 90/385/CEE et 93/42/CEE et entités fabriquant des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro au sens de l'article 2, point 2), du règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et abrogeant la directive 98/79/CE et la décision 2010/227/UE de la Commission, à l'exception des entités fabriquant des dispositifs médicaux mentionnés à l'annexe I, point 5, cinquième tiret, de la présente directive
	b) Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- Entreprises exerçant l'une des activités économiques visées à l'annexe I, section C, division 26 du Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques
	c) Fabrication d'équipements électriques	- Entreprises exerçant l'une des activités économiques visées à l'annexe I, section C, division 27 du Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques
	d) Fabrication de machines et équipements n.c.a.	- Entreprises exerçant l'une des activités économiques visées à l'annexe I, section C, division 28 du Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques
	e) Construction de véhicules automobiles, remorques et semi-remorques	- Entreprises exerçant l'une des activités économiques visées à l'annexe I, section C, division 29 du Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des

		activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques
	f) Fabrication d'autres matériels de transport	- Entreprises exerçant l'une des activités économiques visées à l'annexe I, section C, division 30 du Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques
6. Fournisseurs numériques		- Fournisseurs de places de marché en ligne
		- Fournisseurs de moteurs de recherche en ligne
		- Fournisseurs de plateformes de services de réseaux sociaux
7. Recherche		- Organismes de recherche

Bijlage I bij de wet van ... tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid		
Bijlage I - Zeer kritieke sectoren		
Sector	Deelsector	Soort entiteit
1. Energie	a) Elektriciteit	- Elektriciteitsbedrijven zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 57, van Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU, die de functie verrichten van "levering" zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 12, van die richtlijn
		- Distributiesysteembeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 29, van Richtlijn (EU) 2019/944 van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU
		- Transmissiesysteembeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 35, van Richtlijn (EU) 2019/944 van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU
		- Producenten zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 38, van Richtlijn (EU) 2019/944 van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU
		- Benoemde elektriciteitsmarktbeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 8, van Verordening (EU) 2019/943 van het Europees Parlement en de Raad
		- Marktdeelnemers zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 25, van Verordening (EU) 2019/943 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de interne markt voor elektriciteit, die aggregatie verrichten of vraagrespons- of energieopslagdiensten verstrekken zoals gedefinieerd in artikel 2, punten 18, 20 en 59, van Richtlijn (EU) 2019/944 van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU
		- Exploitanten van een laadpunt die verantwoordelijk zijn voor het beheer en de exploitatie van een laadpunt dat een laaddienst levert aan eindgebruikers, onder meer namens en

		voor rekening van een aanbieder van mobiliteitsdiensten
	b) Stadsverwarming en -koeling	- Exploitanten van stadsverwarming of stadskoeling zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 19, van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen
	c) Aardolie	- Exploitanten van oliepijpleidingen - Exploitanten van voorzieningen voor de productie, raffinage en behandeling van olie, opslag en transport - Centrale entiteiten voor de voorraadvorming zoals gedefinieerd in artikel 2, punt f), van Richtlijn 2009/119/EG van de Raad van 14 september 2009 houdende verplichting voor de lidstaten om minimumvoorraden ruwe aardolie en/of aardolieproducten in opslag te houden
	d) Aardgas	- Leveringsbedrijven zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 8, van Richtlijn 2009/73/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG - Distributiesysteembeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 6, van Richtlijn 2009/73/EG van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG - Transmissiesysteembeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 4, van Richtlijn 2009/73/EG van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG - Opslagsysteembeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 10, van Richtlijn 2009/73/EG van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG - LNG-systeembeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 12, van Richtlijn 2009/73/EG van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG - Aardgasbedrijven zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 1, van Richtlijn 2009/73/EG van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG

		- Exploitanten van voorzieningen voor de raffinage en behandeling van aardgas
	e) Waterstof	- Exploitanten van voorzieningen voor de productie, opslag en transmissie van waterstof
2. Vervoer	a) Lucht	- Luchtvaartmaatschappijen zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 4, Verordening (EG) nr. 300/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2008 inzake gemeenschappelijke regels op het gebied van de beveiliging van de burgerluchtvaart en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 2320/2002, die voor commerciële doeleinden worden gebruikt
		- Luchthavenbeheerders zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 2, van Richtlijn 2009/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 inzake luchthavengelden, luchthavens als bedoeld in artikel 2, punt 1, van die richtlijn, met inbegrip van de kernluchthavens die in bijlage II, afdeling 2, bij Verordening (EU) 1315/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 betreffende richtsnoeren van de Unie voor de ontwikkeling van het trans-Europees vervoersnetwerk en tot intrekking van Besluit nr. 661/2010/EU zijn opgenomen, alsook de entiteiten die bijbehorende installaties bedienen welke zich op luchthavens bevinden
		- Exploitanten op het gebied van verkeersbeheer en -controle die luchtverkeersleidingsdiensten zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 1, van Verordening (EG) nr. 549/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 10 maart 2004 tot vaststelling van het kader voor de totstandbrenging van het gemeenschappelijke Europese luchtruim aanbieden
	b) Spoor	- Infrastructuurbeheerders zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 2, van Richtlijn 2012/34/EU van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 tot instelling van één Europese spoorwegruimte
		- Spoorwegondernemingen zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 1, van Richtlijn 2012/34/EU van 21 november 2012 tot instelling van één Europese spoorwegruimte, inclusief exploitanten van dienstvoorzieningen zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 12, van die richtlijn
	c) Water	- Bedrijven voor vervoer over water (binnenvaart, kust- en zeevervoer) van passagiers en vracht, die in bijlage I bij Verordening (EG) nr. 725/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 31 maart 2004 betreffende de verbetering van de beveiliging van schepen en havenfaciliteiten als

		<p>bedrijven in maritiem vervoer worden gedefinieerd, met uitzondering van de door deze bedrijven geëxploiteerde individuele vaartuigen</p> <p>- Beheerders van havens zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 1, van Richtlijn 2005/65/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 betreffende het verhogen van de veiligheid van havens, inclusief hun havenfaciliteiten zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 11, van Verordening (EG) nr. 725/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 31 maart 2004 betreffende de verbetering van de beveiliging van schepen en havenfaciliteiten; alsook entiteiten die werken en uitrusting in havens beheren</p> <p>- Exploitanten van verkeersbegeleidingssystemen (VBS) zoals gedefinieerd in artikel 3, punt o), van Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad</p>
	d) Weg	<p>- Wegenautoriteiten zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 12, van gedelegeerde Verordening (EU) 2015/962 van de Commissie van 18 december 2014 ter aanvulling van Richtlijn 2010/40/EU van het Europees Parlement en de Raad wat de verlening van EU-wijde realtimeverkeersinformatiediensten betreft die verantwoordelijk zijn voor het verkeersbeheer, met uitzondering van overheidsinstanties waarvoor verkeersbeheer of de exploitatie van intelligente vervoerssystemen slechts een niet-essentieel onderdeel van hun algemene activiteit is</p> <p>- Exploitanten van intelligente vervoerssystemen zoals gedefinieerd in artikel 4, punt 1, van Richtlijn 2010/40/EU van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2010 betreffende het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen op het gebied van wegvervoer en voor interfaces met andere vervoerswijzen</p>
3. Bankwezen		- Kredietinstellingen zoals gedefinieerd in artikel 4, punt 1, Verordening (EU) nr. 575/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012
4. Infrastructuur voor de financiële markt		- Exploitanten van handelsplatformen zoals gedefinieerd in artikel 4, punt 24, van Richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende markten voor

		<p>financiële instrumenten en tot wijziging van Richtlijn 2002/92/EG en Richtlijn 2011/61/EU</p> <p>- Centrale tegenpartijen zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 1, Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters</p>
5. Gezondheidszorg		<p>- Zorgaanbieders zoals gedefinieerd in artikel 3, punt g), van Richtlijn 2011/24/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 2011 betreffende de toepassing van de rechten van patiënten bij grensoverschrijdende gezondheidszorg</p> <p>- EU-referentielaboratoria als bedoeld in artikel 15 van Verordening (EU) 2022/2371 van het Europees Parlement en de Raad van 23 november 2022 inzake ernstige grensoverschrijdende gezondheidsbedreigingen en tot intrekking van Besluit nr. 1082/2013/EU inzake ernstige grensoverschrijdende bedreigingen van de gezondheid</p> <p>- Entiteiten die onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten uitvoeren met betrekking tot geneesmiddelen zoals gedefinieerd in artikel 1, punt 2, van Richtlijn 2001/83/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 november 2001 tot vaststelling van een communautair wetboek betreffende geneesmiddelen voor menselijk gebruik</p> <p>- Entiteiten die farmaceutische basisproducten en farmaceutische bereidingen als bedoeld in bijlage I, sectie C, afdeling 21, van Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden vervaardigen</p> <p>- Entiteiten die medische hulpmiddelen vervaardigen die in het kader van de noodsituatie op het gebied van de volksgezondheid als kritiek worden beschouwd ("de lijst van in een noodsituatie op het gebied van de volksgezondheid kritieke hulpmiddelen") in de zin van artikel 22 van Verordening (EU) 2022/123 van het Europees Parlement en de Raad van 25 januari 2022 betreffende een grotere rol van het Europees Geneesmiddelenbureau inzake crisisparaatheid en -beheersing op het gebied van geneesmiddelen en medische hulpmiddelen</p>

6. Drinkwater		- Leveranciers en distributeurs van voor menselijke consumptie bestemd water zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 1, a), van Richtlijn (EU) 2020/2184 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2020 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water, met uitzondering van distributeurs waarvoor de distributie van water voor menselijke consumptie een niet-essentieel deel is van hun algemene activiteit van distributie van andere waren en goederen die niet worden beschouwd als essentiële of belangrijke diensten
7. Afvalwater		- Ondernemingen die stedelijk afvalwater, huishoudelijk afvalwater of industrieel afvalwater zoals gedefinieerd in artikel 2, punten 1, 2 en 3, van Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater opvangen, lozen of behandelen, met uitzondering van ondernemingen waarvoor het opvangen, lozen of behandelen van stedelijk afvalwater, huishoudelijk afvalwater of industrieel afvalwater een niet-essentieel onderdeel van hun algemene activiteit is
8. Digitale infrastructuur		<ul style="list-style-type: none"> - Aanbieders van internetknooppunten - DNS-dienstverleners, met uitzondering van exploitanten van root-naamservers - Registers voor topleveldomeinnamen - Aanbieders van cloudcomputingdiensten - Aanbieders van datacentrumdiensten - Aanbieders van netwerken voor de levering van inhoud - Verleners van vertrouwensdiensten - Aanbieders van openbare elektronische-communicatienetwerken - Aanbieders van openbare elektronische-communicatiediensten
9. Beheer van ICT-diensten (business-to-business)		<ul style="list-style-type: none"> - Aanbieders van beheerde diensten - Aanbieders van beheerde beveiligingsdiensten
10. Overheid		<ul style="list-style-type: none"> - Overheidsinstanties die van de Federale Staat afhangen - Overheidsinstanties die van de deelgebieden afhangen, geïdentificeerd overeenkomstig artikel 11, § 2, van de wet - De hulpverleningszones in de zin van artikel 14 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid of de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp opgericht door de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse

		Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp
11. Ruimtevaart		- Exploitanten van grondfaciliteiten die in het bezit zijn van of beheerd of geëxploiteerd worden door de lidstaten of door particuliere partijen en die de verlening van vanuit de ruimte opererende diensten ondersteunen, met uitzondering van aanbieders van openbare elektronische communicatienetwerken

Bijlage II bij de wet van ... tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerken en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid		
Bijlage II - Andere kritieke sectoren		
Sector	Deelsector	Soort entiteit
1. Post- en koeriersdiensten		- Aanbieders van postdiensten zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 1 bis, van Richtlijn 97/67/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende gemeenschappelijke regels voor de ontwikkeling van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap en de verbetering van de kwaliteit van de dienst, met inbegrip van aanbieders van koeriersdiensten
2. Afvalstoffenbeheer		- Ondernemingen die handelingen in het kader van afvalstoffenbeheer uitvoeren zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 9, van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen, met uitzondering van ondernemingen waarvoor afvalstoffenbeheer niet de voornaamste economische activiteit is
3. Vervaardiging, productie en distributie van chemische stoffen		- Ondernemingen die stoffen vervaardigen en stoffen of mengsels distribueren als bedoeld in artikel 3, punten 9 en 14, van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie en ondernemingen die voorwerpen zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 3, van die verordening produceren uit stoffen of mengsels
4. Productie, verwerking en distributie van levensmiddelen		- Levensmiddelenbedrijven zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 2, Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaangelegenheden die zich

		bezighouden met groothandel en industriële productie en verwerking
5. Vervaardiging	a) Vervaardiging van medische hulpmiddelen en medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek	- Entiteiten die medische hulpmiddelen zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 1, van Verordening (EU) 2017/745 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2017 betreffende medische hulpmiddelen, tot wijziging van Richtlijn 2001/83/EG, Verordening (EG) nr. 178/2002 en Verordening (EG) nr. 1223/2009, en tot intrekking van Richtlijnen 90/385/EEG en 93/42/EEG van de Raad vervaardigen en entiteiten die medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 2, van Verordening (EU) 2017/746 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2017 betreffende medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek en tot intrekking van Richtlijn 98/79/EG en Besluit 2010/227/EU van de Commissie vervaardigen, met uitzondering van entiteiten die medische hulpmiddelen vervaardigen als bedoeld in bijlage I, punt 5, vijfde streepje, van deze richtlijn
	b) Vervaardiging van informaticaproducten en van elektronische en optische producten	- Ondernemingen die economische activiteiten uitvoeren als bedoeld in bijlage I, sectie C, afdeling 26, van Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden
	c) Vervaardiging van elektrische apparatuur	- Ondernemingen die economische activiteiten uitvoeren als bedoeld in bijlage I, sectie C, afdeling 27, van Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden
	d) Vervaardiging van machines, apparaten en werktuigen, n.e.g.	- Ondernemingen die economische activiteiten uitvoeren als bedoeld in bijlage I, sectie C, afdeling 28, van Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden
	e) Vervaardiging van motorvoertuigen,	- Ondernemingen die economische activiteiten uitvoeren als bedoeld in bijlage I, sectie C, afdeling 29, van Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het

	aanhangs en opleggers	Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden
	f) Vervaardiging van andere transportmiddelen	- Ondernemingen die economische activiteiten uitvoeren als bedoeld in bijlage I, sectie C, afdeling 30, van Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden
6. Digitale aanbieders		- Aanbieders van onlinemarktplaatsen
		- Aanbieders van onlinezoekmachines
		- Aanbieders van platforms voor socialenetwerkdiensten
7. Onderzoek		- Onderzoeksorganisaties